

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5^e année / N° 249

du 3 au 9 décembre 1987

POLITIQUE

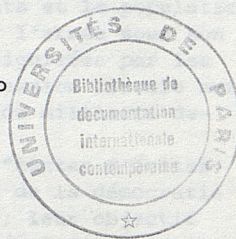
L'URNNG dénonce les intentions de l'armée
Les Etats-Unis augmentent l'aide militaire
Des policiers assassinent des étudiants
L'armée occupe le Quetzaltenango
La presse se défend des attaques du président Cerezo
Pas de livraison d'armes au Guatemala

INSURRECTION

L'URNNG rend compte de la campagne de l'armée
Les insurgés occupent trois domaines agricoles
L'armée perd 9 hommes
La grève des boulangers continue
Des pressions contre les travailleurs
On exige la fin de la grève des patrons
Grève à Tikal
Les étudiants contre les nominations de militaires

DROITS DE L'HOMME

La violence continue
La violence augmente



4° P. 12315

POLITIQUE

L'UNRG DENONCE LES INTENTIONS DE L'ARMEE

Selon un communiqué du commandement général de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), l'armée et certains secteurs du gouvernement ont mis au point, durant les mois d'octobre et de novembre "un plan soigneusement conçu et articulé" ; ce plan a pour but de "contrecarrer les effets de la victoire politique de l'URNG, après les conversations de Madrid, et l'accueil national et international favorable aux propositions de l'URNG".

D'un côté, poursuit l'UNRG, on lance des campagnes de désinformation et de guerre psychologique, de l'autre, on mène des offensives militaires et des campagnes répressives contre nos fronts et la population. Le haut commandement militaire "cherche à maintenir l'armée sous son contrôle, à étouffer ses contradictions internes, aiguës par les conversations de Madrid. Il essaie d'exercer une pression fiscale sur l'oligarchie et de justifier l'augmentation de l'aide militaire demandée au gouvernement nord-américain".

Enfin, l'UNRG accuse l'armée et le gouvernement de "tenter d'éviter que les positions de l'URNG en faveur de la paix et de la démocratie aient une influence politique en Amérique centrale ; leur objectif stratégique demeure l'anéantissement du mouvement révolutionnaire".

LES ETATS UNIS AUGMENTENT L'AIDE MILITAIRE

Le 7 décembre, l'UNRG a dénoncé l'augmentation de l'aide militaire nord-américaine envers l'armée du Guatemala "proportionnée de manière systématique et camouflée depuis un an et demi", ainsi que le prouve la participation de conseillers nord-américains "à la réalisation d'opérations militaires dans plusieurs zones de conflit." L'aide militaire "contribue à des actes d'une exceptionnelle gravité, comme l'utilisation indiscriminée d'avions bombardiers dans des zones peuplées" ; plus de 400 bombes ont été lancées sur le département du Quiché au cours des derniers mois.

Le commandement général de l'UNRG rend le président Cerezo, en sa qualité de chef des armées, responsable de ce qui arrive.

L'UNRG invite le président à "être conséquent avec les proclamations de paix et de démocratie", signées lors du sommet de Esquipulas II.

DES POLICIERS ASSASSINENT DES ETUDIANTS

Le 5 décembre, le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, a fait part des résultats de l'enquête concernant l'assassinat des dirigeants universitaires Sergio Alvarado et Rene Haroldo Leiva, survenu quelques semaines auparavant. Selon l'information officielle, le responsable des crimes est le chef de la police nationale du Quetzaltenango, Catalino Esteban Valiente Alonso ; cinq officiers de la même institution sont également impliqués dans cette affaire. Ils ont été inculpés.

Les dirigeants du Centre universitaire de l'ouest avaient été enlevés les 17 et 19 octobre dans la ville de Quetzaltenango ; on avait retrouvé leur corps torturés le 24 dans le centre du département de Solola.

L'ARMEE OCCUPE LE QUETZALTENANGO

Le 5 décembre, l'armée a occupé la ville de Quetzaltenango, tout le personnel de la police nationale de la ville devant être remplacé, en raison de la responsabilité de cette institution dans l'assassinat des dirigeants universitaires Sergio Alvarado et René Haroldo Leiva. Le contrôle de la ville est assuré par le colonel German Orestes, chef de la brigade militaire du Quetzaltenango.

LA PRESSE SE DEFEND DES ATTAQUES DU PRESIDENT CEREZO

Le 3 décembre, les principaux médias du pays ont énergiquement protesté contre les attaques du président Cerezo ; celui-ci avait critiqué la publication, par la presse, d'informations relatives aux multiples actes de violence et d'irrespect des droits de l'homme.

Le journal "Prensa libre" s'est indigné des déclarations de Cerezo qui a affirmé le 30 novembre que l'origine de la violence au Guatemala résidait dans la publicité qui lui est faite ; il a accusé les médias de participer à une campagne orchestrée pour nuire au gouvernement. La presse guatémaltèque a rendu compte d'assassinats, quelquefois jusqu'à douze par jour, "et il ne passe pas un jour sans qu'un crime soit enregistré", signale le journal "El Grafico".

La radio comme la télévision ont vu dans les affirmations du président un reproche, et se sont insurgées contre cette attitude durant plusieurs jours.

PAS DE LIVRAISON D'ARMES AU GUATEMALA

La chambre des députés du Congrès des Etats-Unis a rejeté, le 8 décembre, une proposition visant à fournir une aide militaire au Guatemala. La chambre, contrôlée par les démocrates, a refusé par 241 votes contre 166 de lever l'interdiction de fournir une aide militaire au Guatemala. Selon le député démocrate Dante Fascell, président de la commission des affaires étrangères, le Guatemala a besoin d'un autre type d'aide.

INSURRECTION

L'UNRG REND COMPTE DE LA CAMPAGNE DE L'ARMEE

Le 7 décembre, le commandement général de l'UNRG a rendu compte des résultats de la contre-offensive lancée par l'armée contre les forces de la guérilla et la population civile, principalement dans le Quiché et dans le Solola.

Selon cette information, au cours des mois d'octobre et de novembre, "l'armée a maintenu un effectif de 13000 hommes dans les zones

d'opération du pays. Elle a utilisé en permanence toute la capacité de la force aérienne et multiplié l'emploi de l'artillerie lourde, à un stade jamais atteint au Guatemala".

Le commandement de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque indique que, durant les deux mois de contre-offensive de l'armée "ont eu lieu 157 combats de petite, moyenne et grande envergure entre l'armée et les forces de la guérilla, avec en moyenne 2,6 combats par jour". L'armée a perdu 476 hommes, morts ou blessés. "L'URNG déplore 12 pertes". Voici la vérité, conclut le commandement général de l'URNG, et ceci est le résultat "de la politique belliqueuse du haut commandement de l'armée, qui s'obstine à nier la réalité d'un mouvement révolutionnaire solide et vigoureux".

LES INSURGÉS OCCUPENT TROIS DOMAINES AGRICOLES

La presse du 7 décembre rapporte l'occupation de trois domaines par les forces de la guérilla dans le département de San Marcos (ouest du pays) ainsi qu'un affrontement avec l'armée dans le département de Solola.

Dans la municipalité de El Tumbador, les forces insurgées ont occupé les domaines San Juan de Loarca, Nahuatancillo et Lucita Linda, afin d'exhorter les travailleurs à réclamer de meilleurs salaires. Ils ont également exigé des propriétaires des domaines l'égalité des salaires et la réparation de leurs habitations. Selon des témoins, les insurgés ont fait part de leur intention de revenir pour vérifier si leurs exigences avaient été remplies.

Un groupe de 50 guérilleros a affronté l'armée dans le village de Chana, Santiago de Atitlan (centre du pays) ; le nombre de pertes n'a pas pu être déterminé.

L'ARMÉE PERD 9 HOMMES

7 soldats sont morts et 2 ont été blessés au cours de deux attaques réalisées par les forces de l'UNRG contre l'armée dans le département du Quiché. Selon un communiqué du 8 décembre de l'UNRG, les combats ont eu lieu les 23 et 25 novembre dans le village de Xecoyeu, municipalité de Chajul, et dans le domaine de San Lucas, municipalité de Ixcán, dans le département du Quiché.

LA GREVE DES BOULANGERS CONTINUE

Le 5 décembre, le syndicat des boulangers du Guatemala en était à son 20^e jour de grève, en face du palais national. José Antonio Martínez, représentant les boulangers a déclaré que, malgré les pressions du patronat et l'indifférence du gouvernement, le mouvement de grève continuait et prenait de l'ampleur. De nouveaux arrêts de travail sont enregistrés dans les boulangeries de la capitale.

DES PRESSIONS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le 6 décembre, la coordination générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a dénoncé les pressions dont sont victimes les travailleurs de l'hôpital latino-américain de la capitale. D'après Julio Celso de Leon, dirigeant de la CGTG, les autorités ont tenté de détruire le syndicat par tous les moyens ; elles font pression sur le personnel de l'hôpital, violant ainsi de manière flagrante les droits les plus élémentaires reconnus par la Constitution, tel le droit de libre association.

ON EXIGE LA FIN DE LA GREVE DES PATRONS

Selon la presse du 3 décembre, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) a demandé au gouvernement du président Cerezo de mettre un terme à la grève patronale qui a pour but d'empêcher la formation d'une organisation syndicale. L'UNSI TRAGUA dénonce la fermeture de l'entreprise Victor et le licenciement des ouvriers comme une manoeuvre de boycott du syndicat. Elle demande au président d'assumer ses responsabilités de défenseur des droits des travailleurs.

GREVE A TIKAL

Selon la presse du 8 décembre, les travailleurs du service de maintenance du parc national de Tikal, situé dans le département du Peten (nord du pays) ont cessé le travail pour protester contre le licenciement de deux de leurs collègues de l'Institut d'anthropologie et d'histoire. Les deux travailleurs auraient été renvoyés pour céder la place à deux membres actifs du parti de la Démocratie chrétienne. D'autres secteurs du ministère de la Culture et des Sports ont apporté leur appui aux employés de l'Institut d'anthropologie.

LES ETUDIANTS CONTRE LES NOMINATIONS DE MILITAIRES

Le 8 décembre, les étudiants de l'université de San Carlos ont fait part de leur indignation en raison de la nomination du général Oscar Mejia Victores au poste d'ambassadeur au Pérou. Dans une lettre adressée au gouvernement péruvien, l'association des étudiants en sciences politiques demande que cette nomination ne soit pas acceptée. Elle demande au ministère des Affaires étrangères de ne pas prononcer la nomination. "N'oublions pas l'état des droits de l'homme, impunément violés sous son mandat, et que cette situation a sévèrement été critiquée par l'opinion publique internationale", rappelle l'association étudiante.

DROITS DE L'HOMME

LA VIOLENCE CONTINUE

Ces derniers jours, la presse a rapporté plusieurs cas d'enlèvements et d'assassinats.

Deux cadavres en état de décomposition ont été découverts dans la décharge municipale des districts 3 et 8 de la capitale ; l'un des corps a pu être identifié; il s'agit de Moises Elias Chavez.

Les cadavres de sept personnes ont été découverts dans les départements de Jutiapa et de Santa Rosa ; les victimes, pour la plupart des paysans, présentaient des traces de balles et de tortures.

Le cadavre de Domingo Santos Chachavac a été découvert aux abords de la zone militaire du département du Huehuetenango.

Joel Perez, 19 ans et Gregorio Rocajol Ramirez, 43 ans ont respectivement été enlevés dans la capitale et dans le département de Escuintla.

LA VIOLENCE AUGMENTE

Plusieurs organismes ont confirmé l'augmentation de la violence au Guatemala, en dépit des dénégations du gouvernement.

Selon des données fournies par l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala, les enlèvements ont été plus nombreux en 1987 que l'année précédente, (de 72 à 87 sur les six premiers mois de chaque année).

Selon un rapport publié à New York par "Americas'watch", 606 mille assassinats ont été commis au cours des 20 premiers mois du gouvernement Cerezo, dont 199 s'accompagnaient de tortures.

D'après les statistiques de l'hôpital général de la sécurité sociale du Guatemala, le nombre de lésions causées par des armes à feu est passé d'une moyenne de 120 à 160 par jour au cours de l'année 87.